

EXTRAIT du Registre aux Délibérations du CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK

Séance du 20 novembre 2024

Objet n° 14 de l'ordre du jour

PRÉSENTS: M. Frederic Nimal, Bourgmestre ff-Président; MM. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Echevin; Mmes Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Echevine; MM. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Echevin; MM. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mme Cécile Jodogne, MM. Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mme Angelina Chan, M. Hasan Koyuncu, Mmes Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, MM. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mmes Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, MM. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mmes Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, MM. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mme Marie Gervais, MM. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Conseillers communaux; M. David Neuprez, Secrétaire Communal.

ABSENTS: MM. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Echevin; Mme Deborah Lorenzino, Echevine; Mmes Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, MM. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mme Ange-Raissa Uzaniga, Conseillers communaux.

ABSENTS AU MOMENT DU VOTE: M. Mehmet Bilge, Echevin; Mme Sihame Haddioui, Echevine; Mme Lorraine De Fierlant, Conseiller communal.

#Objet : Taxe sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ainsi que sur les conteneurs à déchets commerciaux - Exercices 2025 à 2027 – Modification #

LE CONSEIL COMMUNAL

Décidé, par 20 voix contre 0 et 16 abstention(s). 3 membres n'ont pas voté

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution, qui consacre l'autonomie fiscale des communes sous réserve des exceptions légales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117, alinéa 1^{er} et l'article 118, alinéa 1^{er} ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi du 13 avril 2019 introduisant le Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ;

Vu l'ordonnance du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 23 mars 1999 relative à l'organisation judiciaire en matière fiscale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 juin 2012 relative aux déchets, telle que modifiée à ce jour, et le règlement régional du 19 décembre 2008 relatif à l'enlèvement par la collecte des immondices ;

Revu la délibération du Conseil communal de Schaerbeek du 29 mars 2023 votant le règlement relatif à la taxe sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci ainsi que sur les conteneurs à déchets commerciaux, pour les exercices 2023 à 2027 ;

Vu les bilans statistiques du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, notamment ceux des années 2021 à 2023, indiquant une forte présence des salissures sur l'espace public et nécessitant un nombre important d'interventions du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, soit une moyenne de près de 81.700 interventions par an ;

Vu le bilan et le programme de la cellule pédagogique du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, visant à informer et sensibiliser les Schaerbeekois dès l'enfance au respect de la propreté dans l'espace public ;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu la nécessité pour la Commune de remplir ses obligations dans le respect des exigences du plan de gestion ;

Vu la nécessité pour la Commune de prélever des recettes pour couvrir les dépenses qu'exige l'ensemble de ses activités, et en particulier d'assurer des recettes permettant de faire face aux charges financières liées à son obligation d'assurer la propreté publique ;

Considérant la nécessité de tenir compte de l'inflation en indexant les taux ;

Considérant que le maintien de cette source de revenus se justifie ;

Considérant que les communes ont, entre autres, la compétence d'assurer et de rétablir la propreté publique et qu'à cet égard il est admissible qu'elles fassent contribuer les citoyens à cet objectif ;

Considérant que les agents communaux du Service Schaerbeek Propreté & Espaces Verts, au cours des trois dernières années, ont effectué en moyenne 6.800 interventions par mois pour l'enlèvement des déchets sauvages sur l'espace public et ont collecté en moyenne 10 tonnes de déchets par jour dont ceux présents sur l'espace public (hors collecte des sacs-poubelles effectuée par l'Agence Bruxelles-Propreté et nonobstant le balayage communal des rues, effectué au minimum 3 jours sur 7) ;

Vu la nécessité de prévoir un traitement différencié en fonction de la nature et du volume de l'objet déposé clandestinement en raison des difficultés liées à son enlèvement ;

Considérant qu'une différenciation raisonnable du montant de la taxe par sac d'immondices abandonné en fonction de sa conformité ou non avec les réglementations régionales et communales s'impose et que ceci incite au respect des réglementations précitées ;

Considérant que pour le sac, récipient ou paquet d'immondece présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, heures et lieu de dépôt), mais non rentré après ne pas avoir été récolté par le Service compétent, l'existence du fait générateur doit s'apprécier en tenant compte de l'article 22, alinéa 5, du règlement général de police de la Commune ;

Considérant que l'entreposage irrégulier d'un conteneur à déchets sur la voie publique nuit à la libre circulation des personnes et/ou des véhicules et induit potentiellement des atteintes à la propreté publique ;
 Considérant qu'il est nécessaire de prévoir sur ce point un traitement différencié en fonction de la qualité du redevable de la taxe (privé ou professionnel) ;
 Considérant que l'utilisation des conteneurs à déchets commerciaux s'avère dans la pratique spécifiquement problématique pour la propreté et la commodité de passage ; que l'utilisation d'un conteneur commercial permet le bon déroulement d'une activité commerciale, laquelle génère des revenus ; qu'il s'indique d'assurer la nécessaire sensibilisation des commerces au volume de leurs déchets ; que les commerces étant souvent regroupés sur une même artère, côte à côte, les conteneurs s'avoisinent dès lors, risquant de nuire à la sécurité des piétons et des véhicules ;
 Considérant que l'un des objectifs du présent règlement est de dissuader l'accomplissement de tels faits portant ou pouvant porter atteinte à la propreté publique ;
 Considérant que la nécessaire lutte contre les actes de malpropreté justifie l'application d'une majoration de la taxe à toutes les formes de salissures en cas de récidive ;
 Considérant qu'il convient de promouvoir la propreté publique et de responsabiliser davantage le citoyen en cette matière ;
 Considérant à cet égard que la cellule pédagogique d'éducation à la propreté et au respect de la nature prend en charge l'important volet lié à l'information (notamment aux primo-arrivants) et à la sensibilisation (organisation d'activités dans les écoles, partenariats avec les asbl locales/comités de quartier afin de promouvoir et favoriser les initiatives citoyennes, notamment « Schaerbeek Tout Propre », et participe à des événements thématiques ;
 Vu pour le surplus, les rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins des 20 août et 15 octobre 2024 et le dossier administratif ;
 Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
 DECIDE :

SECTION I - Dispositions relatives à la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures autres que ceux concernant les conteneurs à déchets commerciaux

Article 1

Il est établi pour les exercices 2025 à 2027 inclus, une taxe communale sur la malpropreté publique et les faits générateurs de salissures sur les voies et lieux publics ou visibles de ceux-ci.

Sont visés :

1. le dépôt ou l'abandon de déchets ou d'objets en dehors des endroits prévus ou spécialement aménagés à cet effet ainsi que le dépôt de sacs de déchets dans une corbeille publique ; Au sens du présent règlement, les déchets sont toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire ;
2. le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices en dehors des lieux et heures prévus pour leur enlèvement, ainsi que le dépôt ou l'abandon d'immondices ou de déchets assimilés aux immondices dans les fosses d'arbres ; Au sens du présent règlement, les immondices sont les déchets provenant de l'activité normale des ménages ;
3. le fait d'apposer ou de coller des affiches ou des autocollants sur le mobilier urbain ou sur un immeuble ou un ouvrage public ou privé ;
4. le fait ayant pour conséquence de salir les voies ou lieux publics, ou d'y porter atteinte à la propreté publique.

Article 2

La taxe est due solidairement par :

1. la personne qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, lorsque le dépôt ou l'abandon est effectué sur la voie publique, ou, dans les autres cas, l'auteur du dépôt ou de l'abandon, le détenteur originel de la chose déposée ou abandonnée, ou l'occupant ou le propriétaire du fonds sur lequel le dépôt ou l'abandon est effectué ;
2. le propriétaire, le responsable ou le gardien de la personne, de l'animal ou de la chose, au sens des articles 1384 à 1386 du Code civil qui a effectué le dépôt ou l'abandon ou qui a engendré la salissure ;
3. le propriétaire ou l'éditeur responsable de l'affiche ou de l'autocollant, ou la personne qui a apposé ou collé l'affiche ou l'autocollant ;
4. la personne dont l'acte est constitutif d'une salissure au sens du présent règlement.

Article 3

Les taux de la taxe fixés à partir du 1^{er} janvier 2025 sont :

par m² de voirie salie à l'occasion d'un chantier (par exemple par le passage d'un engin tel que, notamment, une grue ou un camion). En tout état de cause, un montant minimal de € 585,00 sera perçu (TAUX 1)	45,00 €
pour toute salissure occasionnée par une personne ou par la chose, l'animal ou la personne qu'elle a sous sa garde (TAUX 2)	160,00 €
par avaloir bouché (TAUX 3)	225,00 €
par sac, récipient ou paquet d'immondices destiné à l'enlèvement des immondices à domicile, présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, lieu de dépôt) mais en dehors des heures de collecte, ou par sac, récipient ou paquet d'immondices présenté conformément aux dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, récipient ou paquet conforme, poids maximum, nature des déchets, heures et lieu de dépôt), mais non rentré après ne pas avoir été récolté par le Service compétent (TAUX 4)	110,00 €
par sac, récipient ou paquet d'immondices présenté sans respect des dispositions réglementaires régionales et communales (sac agréé et fermé, paquet compact muni d'un lien solide, récipient conforme, poids maximum, nature des déchets, heure et lieu de dépôt), en telle sorte qu'il n'est pas pris en charge par le Service compétent (TAUX 5)	220,00 €
par m³ de déchets contenant du papier et/ou du carton non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m³ (TAUX 6)	325,00 €
par m³ d'encombrants, sacs, récipients, objets ou déchets non destinés à l'enlèvement par collecte des immondices, à l'exception des déchets de papier, de carton, de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m³ : • pour le 1^{er} m³ (TAUX 7) • pour le 2^e m³ (TAUX 8)	515,00 € 675,00 € 900,00 €

• à partir du 3 ^e m ³ (TAUX 9)	
par m ² ou fraction de m ² de superficie salie par des affiches ou autocollants. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une surface minimale d'1m ² . (TAUX 10)	290,00 €
par m ³ de déchets de construction, démolition ou rénovation tels des gravats, résidus de peinture, plaques de ciment, châssis de portes et fenêtres, etc. En tout état de cause, la taxe sera perçue pour une quantité minimale d'1m ³ (TAUX 11)	2.250,00 €

En cas de récidive dans les 2 ans, le taux initial est augmenté de 50%

SECTION II – Dispositions spécifiques aux conteneurs à déchets commerciaux

Article 4

Il est établi pour les exercices 2025 à 2027 inclus, une taxe communale sur les conteneurs à déchets commerciaux présents sur la voie publique en dehors des jours, heures ou lieux prévus pour leur enlèvement.

Article 5

La taxe est due par l'utilisateur du conteneur ou, à défaut d'identification de l'utilisateur, par la personne qui met à disposition de l'utilisateur le conteneur ou, à défaut d'identification de cette personne, par le propriétaire du conteneur.

Article 6

Le taux de la taxe est fixé à partir du 1^{er} janvier 2025 comme suit :

par conteneur à déchets commerciaux présent sur la voie publique en dehors des jours, heures ou lieux mentionnés dans le contrat d'enlèvement passé avec « Bruxelles-Propreté » ou avec un opérateur agréé, étant entendu qu'une tolérance de 2 heures sera d'application en ce qui concerne les heures d'entreposage indiquées dans le contrat :	
• conteneur de 240 litres (TAUX 12)	205,00 €
• conteneur de 660 litres (TAUX 13)	405,00 €
• conteneur de 1.110 litres (TAUX 14)	610,00 €

En cas de récidive dans les 2 ans, le taux initial est augmenté de 50%

Article 7

Les utilisateurs de conteneurs à déchets doivent indiquer sur ceux-ci les informations suivantes :

- Propriétaire du conteneur (ABP/organisme agréé/commerçant)
- Nom et adresse de l'établissement qui utilise le conteneur
- Numéro d'entreprise
- Organisme chargé de la collecte (ABP ou collecteur agréé)
- Jours de collecte
- Heures de collecte
- Endroit de la collecte (nom de rue et numéro)

En cas d'absence d'indication des données reprises ci-dessus, l'utilisateur du conteneur se verra infliger une amende administrative d'un montant de :

- 100 € en cas de premier constat d'infraction ;
- 250 € en cas de second constat d'infraction ;
- 500 € pour les constats postérieurs.

Un délai de 1 mois doit toutefois séparer deux constats d'infraction.

SECTION III – Dispositions communes

Article 8

Toute infraction aux obligations prévues par l'article 6 de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, commise par un redevable ou un tiers en lien avec l'établissement d'une taxe prévue par le présent règlement, donne lieu à une amende administrative de :

- 100 € en cas de premier constat d'infraction ;
- 250 € en cas de second constat d'infraction ;
- 500 € pour les constats postérieurs.

Un délai de 1 mois doit toutefois séparer deux constats d'infraction.

Article 9

La taxe est recouvrée au comptant, soit via son espace personnel sur le site de l'Administration communale, soit par paiement électronique au compte de la Commune. Lorsque la perception ne peut être effectuée au comptant, la taxe est enrôlée.

Article 10

Lorsque la taxe est perçue par voie de rôle, le redevable de la taxe recevra, sans frais, un avertissement extrait de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement extrait de rôle.

Article 11

L'établissement, le recouvrement et le contentieux y relatifs sont réglés conformément à l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales et ses modifications ultérieures.

Article 12

Le redevable ou son représentant peut introduire une réclamation, par écrit, contre le montant de l'imposition établie, y compris toutes majorations et amendes, auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, qui agit en tant qu'autorité administrative. A peine de nullité, cette réclamation doit être signée et motivée et elle doit mentionner : les nom, qualité, adresse ou siège du redevable à charge duquel l'imposition est établie, l'objet de la réclamation et un exposé des faits et moyens.

Les réclamations doivent être introduites, sous peine de déchéance, dans un délai de 3 mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle ou à compter de la date de la perception au comptant de la taxe.

Un accusé de réception est adressé au redevable ou à son représentant dans les 15 jours calendrier de l'introduction de la réclamation.

Si le redevable ou son représentant souhaite être entendu dans le cadre de la réclamation, il doit en faire la demande expresse dans la réclamation.

L'introduction d'une réclamation ne dispense pas le redevable de payer la taxe à concurrence de l'incontestablement dû.

Article 13

Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, tout ce qui n'est pas réglé par le présent règlement sera régi par les dispositions du CIR92 et son arrêté d'exécution, applicables aux taxes locales, ainsi que par les dispositions régionales qui renvoient au Code du recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales ou par toute autre disposition régionale relative à la fiscalité locale.

Article 14

Le traitement de données à caractère personnel nécessaire à la mise en œuvre du présent règlement se fera conformément au Règlement général sur la protection des données et suivant les règles suivantes :

- responsable de traitement : la Commune de Schaerbeek ;
- finalité du traitement : établissement et recouvrement de la taxe ;
- catégorie de données : données d'identification ;
- durée de conservation : la Commune s'engage à conserver les données pour un délai de maximum 30 ans et à les supprimer par la suite ou à les transférer aux archives de l'Etat ;
- méthode de collecte : constatations faites par des fonctionnaires habilités ;
- communication des données : les données ne seront communiquées qu'à des tiers autorisés par ou en vertu de la loi, notamment en application de l'article 327 CIR92, ou à des sous-traitants de la Commune.

Article 15

Le présent règlement-taxe remplace, à partir du 1^{er} janvier 2025, le règlement-taxe adopté par le Conseil communal en séance du 29 mars 2023.

Délibéré, en séance publique, à Schaerbeek, le 20 novembre 2024.

Le Secrétaire Communal,



David NEUPREZ



Le Bourgmestre ff-Président,



Frederic NIMAL

UITTREKSEL uit het Notulenboek van de GEMEENTERAAD van SCHAARBEEK

Vergadering van 20 november 2024

Voorwerp nr 14 van de agenda

AANWEZIG: H. Frederic Nimal, wvd Burgemeester-Voorzitter; HH. Vincent Vanhalewyn, Mehmet Bilge, Schepenen; Mevr. Adelheid Byttebier, Sihame Haddioui, Schepenen; HH. Thomas Eraly, Quentin Van Den Hove, Schepenen; HH. Bernard Guillaume, Bernard Clerfayt, Georges Verzin, Mevr. Cécile Jodogne, HH. Emin Ozkara, Sadik Koksai, Ibrahim Donmez, Abobakre Bouhjar, Mevr. Angelina Chan, H. Hasan Koyuncu, Mevr. Done Sonmez, Lorraine De Fierlant, HH. Taoufik Ben Addi, Matthieu Degrez, Mevr. Leila Lahssaini, Fatima Ben Abbou, Lucie Petre, HH. Abdelhakim El Karaoui, Yusuf Yildiz, Mohammed Abkou, Mevr. Naima Belkhatir, Emel Kose, Vanessa Loodts, HH. Elyass El Yakoubi, Mamadou Bah, Yuri De Belder, Quentin Vanbaelen, Maxime Baudaux, Didier Schiffeleers, Mevr. Marie Gervais, HH. Anthony Baert, Anton Schuurmans, Gemeenteraadsleden; H. David Neuprez, Gemeentesecretaris.

AFWEZIG: HH. Mohamed Echouel, Michel De Herde, Schepenen; Mevr. Deborah Lorenzino, Schepen; Mevr. Claire Geraets, Emel Dogancan kotaoglu, HH. Hamza Boukhari, Cedric Mahieu, Mevr. Ange-Raissa Uzaniga, Gemeenteraadsleden.

AFWEZIG TIJDENS DE STEMMING: H. Mehmet Bilge, Schepen; Mevr. Sihame Haddioui, Schepen; Mevr. Lorraine De Fierlant, Gemeenteraadslid.

#Voorwerp : Belasting op de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze alsmede op containers voor commercieel afval - Aanslagjaren 2025 tot 2027 – Wijziging #

DE GEMEENTERAAD

Besloten, met 20 stem(men) tegen 0 en 16 onthouding(en). 3 leden hebben niet gestemd

Gelet artikel 170, § 4 van de Grondwet, die zich wijdt aan de fiscale autonomie van de gemeenten onder voorbehoud van wettelijke beperkingen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet namelijk het artikel 117, alinea 1 en artikel 118, alinea 1;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarin een begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de wet van 13 april 1919 tot invoering van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijke Raad van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 23 maart 1999 betreffende de gerechtelijke regeling op gebied van fiscaliteit;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 betreffende de regeling van administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals gewijzigd tot op heden;

Gelet op de ordonnantie van 14 juni 2012 betreffende afvalstoffen, zoals gewijzigd tot op heden, en het gewestelijk reglement van 19 december 2008 betreffende de verwijdering van afval door middel van ophalingen;

Herziende de beraadslaging van de Gemeenteraad van Schaarbeek van 29 maart 2023 tot goedkeuring van het belastingreglement op de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze alsmede op containers voor commercieel afval, voor de aanslagjaren 2023 tot 2027;

Gezien de statistische rapporten van de Dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes, met name die voor de jaren 2021 tot 2023, waaruit blijkt dat de openbare ruimten erg vervuild zijn en die een hoog aantal interventies door de Dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes vereist, namelijk gemiddeld bijna 81.700 interventies per jaar;

Gezien het bilan en het programma van de pedagogische cel van de Dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes, gericht op het informeren en sensibiliseren van Schaarbeekenaars, vanaf hun kindertijd, tot het respecteren van de netheid in de openbare ruimte;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gezien de noodzaak voor de gemeente om aan haar verplichtingen te voldoen in overeenstemming met de eisen van het beheersplan; Gezien de noodzaak voor de Gemeente om ontvangsten te heffen ter dekking van de kosten die door al haar activiteiten worden gemaakt, en voornamelijk om inkomsten te verzekeren om te kunnen voldoen aan de financiële lasten in verband met haar verplichting om de openbare netheid te waarborgen;

Overwegende de noodzaak om rekening te houden met de inflatie door de tarieven te indexeren; Overwegende dat het behoud van deze bron van inkomsten gerechtvaardigd is;

Overwegende dat de gemeenten onder andere bevoegd zijn om de openbare netheid te verzekeren en te herstellen en dat het in dit opzicht toelaatbaar is dat zij burgers een bijdrage doen leveren aan dit doel;

Overwegende dat de gemeentelijke beambten van de Dienst Schaarbeek Netheid & Groene Ruimtes gemiddeld 6.800 interventies per maand uitvoeren voor het verwijderen van zwerfafval in de openbare ruimte en gemiddeld 10 ton afval per dag hebben verzameld (exclusief de inzameling van vuilniszakken welke wordt uitgevoerd door het Agentschap Net Brussel en niettegenstaande het gemeentelijk vegen van de straten, uitgevoerd ten minste 3 van de 7 dagen);

Gezien de noodzaak om te voorzien in een verschillende behandeling, afhankelijk van de aard en het volume van het clandestien gedeponeerd object vanwege de moeilijkheden in verband met de verwijdering ervan;

Overwegende dat een redelijke differentiatie van het bedrag van de belasting per zak afval achtergelaten noodzakelijk is volgens de overeenstemming ervan of niet met de gewestelijke en gemeentelijke voorschriften en dat dit de naleving van de bovengenoemde voorschriften bevordert;

Overwegende dat voor de zak, recipiënt of huisvuilpakket die is ingediend in overeenstemming met de regionale en gemeentelijke

voorschriften (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, uren en plaats van buitenzetten), maar werd niet terug binnen genomen nadat deze niet werd ingezameld door de bevoegde Dienst, het ontstaan van een belastbaar feit veroorzaakt door de inachtneming van artikel 22, alinea 5, van het algemene politiereglement van de Gemeente; Overwegende dat de onjuiste opslag van een afvalcontainer op de openbare weg het vrije verkeer van personen en / of voertuigen belemmert en mogelijk leidt tot inbreuken op de openbare netheid (clandestiene stortingen, enz.);

Overwegende dat het noodzakelijk is om op dit punt een gedifferentieerde behandeling te voorzien, afhankelijk van de hoedanigheid van de belastingbetaler (particulier of professioneel);

Overwegende dat het gebruik van containers voor commercieel afval in de praktijk specifiek problematisch is voor de netheid en het gemak van doorgang; dat het gebruik van een commerciële container de goede werking van een commerciële activiteit mogelijk maakt, wat inkomsten genereert; dat het is aangewezen is om voor de nodige sensibilisering te zorgen bij de bedrijven voor hun hoeveelheid afval; dat de winkels vaak gegroepeerd zijn in dezelfde straat, naast elkaar, de containers aan elkaar grenzen, zijn per definitie gevaarlijk voor de voetgangers en voertuigen;

Overwegende dat één van de doelen van dit reglement het ontmoedigen is van de totstandkoming van dergelijke feiten die de openbare netheid schaden of kunnen schaden;

Overwegende dat de noodzakelijke strijd tegen daden van vervuiling de toepassing van een verhoging van de belasting op alle vormen van vuil rechtvaardigt in geval van recidive;

Overwegende dat het noodzakelijk is de openbare netheid te bevorderen en de verantwoordelijkheid van de burger op dit gebied te vergroten;

Overwegende dat in dit verband, de pedagogische cel voor sensibilisering in netheid en respect voor de natuur, zorgt voor het belangrijke aspect met betrekking tot informatie (vooral voor nieuwkomers) en bewustmaking (organisatie van activiteiten in scholen, samenwerkingsverbanden met lokale verenigingen / wijkcomités om burgerinitiatieven te promoten, met name door "Schaarbeek in het Net"), en deel te nemen aan thematische evenementen;

Gelet bovendien op de verslagen van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 augustus en 15 oktober 2024 en het administratief dossier;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLUIT :

AFDELING I – Bepalingen aangaande de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling andere dan deze betreffende containers voor commercieel afval

Artikel 1

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2027 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op de openbare vervuiling of de oorzaken van vervuiling van de openbare wegen en plaatsen of zichtbaar vanaf deze.

Worden bedoeld:

1. het plaatsen of achterlaten van afval of objecten buiten de voorziene of speciaal daartoe aangelegde plaatsen of iedere plaatsing van een zak met afval in een openbare afvalbak; In de zin van het huidig reglement, verwijst afval naar elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen;
2. het plaatsen of achterlaten van huisvuil of met huisvuil gelijkgesteld afval buiten de plaatsen en tijdstippen voorzien voor de ophaling ervan, evenals het storten of achterlaten van huisvuil of afval gelijkgesteld met huisvuil in een boomkuil; In de zin van het huidig reglement, is huisvuil afval van normale huishoudelijke activiteiten;
3. het ophangen of aanplakken van affiches of zelfklevers op het stadsmeubilair of op een openbaar of privaat gebouw of bouwwerk;
4. het feit dat leidt tot de vervuiling van openbare wegen of plaatsen of de openbare netheid in het gedrang brengt.

Artikel 2

De belasting is hoofdelijk verschuldigd door:

1. de persoon die het afval achterlaat of de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had, als dit is gebeurd op de openbare weg, en in de andere gevallen, de auteur, de persoon die het achtergelaten goed aanvankelijk in zijn bezit had of de bezetter of de eigenaar van de bodem waarop het afval achtergelaten wordt;
2. de eigenaar, de verantwoordelijke of de houder van de persoon, het dier of de zaak, in de zin van artikel 1384 tot 1386 van het Burgerlijk Wetboek, die het afval heeft achtergelaten of er de vervuiling van heeft teweeggebracht;
3. de eigenaar of de verantwoordelijke uitgever van de affiche of de zelfklever, of de persoon die de affiche heeft opgehangen of opgeplakt of de zelfklever;
4. de persoon die een handeling stelt die in de zin van onderhavig reglement tot vervuiling kan leiden.

Artikel 3

De aanslagvoeten vanaf 1 januari 2025 worden als volgt vastgesteld:

per m² vervuilde weg veroorzaakt door een werf (bvb. door het doorrijden van een werfvoertuig zoals een vrachtwagen of een kraan). In ieder geval, zal een minimum bedrag van € 585,00 worden aangerekend (VOET 1)	45,00 €
voor elke vervuiling veroorzaakt door een persoon of door het ding, het dier of de persoon over wie hij/zij de hoede heeft (VOET 2)	160,00 €
per verstopte straatkolk (VOET 3)	225,00 €
per zak, recipiënt of huisvuilpakket bestemd voor huisvuilophaling, buitengezet conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, plaats van buitenzetten), maar buiten de voorziene uren voor de ophaling, of de zak, recipiënt of huisvuilpakket buitengezet conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, conform recipiënt of verpakking, maximaal gewicht, aard van afval, uren en plaats van buitenzetten), maar niet terug binnen genomen nadat deze niet werd ingezameld door de bevoegde Dienst (VOET 4)	110,00 €
per zak, recipiënt of huisvuilpakket buitengezet niet-conform de gewestelijke en gemeentelijke regelgeving (erkende zak en dichtgemaakt, compact pakket dat stevig is ingebonden, conform recipiënt, maximaal gewicht, aard van het afval, op de voorziene uren en plaatsen), op zodanige wijze dat hij niet werd opgehaald door de bevoegde Dienst (VOET 5)	220,00 €
per m³ afval bestaande uit papier en/of karton dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m³	325,00 €

worden aangerekend (VOET 6)	
per m ³ grof vuil, zakken, recipiënten, voorwerpen of afval dat niet bestemd is voor de huisvuilophaling, met uitzondering van papier, karton, bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfresten, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m ³ worden aangerekend:	
• de 1 ^{ste} m ³ (VOET 7)	515,00 €
• de 2 ^{de} m ³ (VOET 8)	675,00 €
• vanaf de 3 ^{de} m ³ (VOET 9)	900,00 €
per m ² of per fractie m ² bevuilde oppervlakte door een affiche of zelfklever waarbij een minimale oppervlakte van 1m ² zal worden aangerekend. (VOET 10)	290,00 €
per m ³ bouw-, afbraak- of renovatieafval zoals puin, verfresten, cementplaten, venster- en deurramen, enz. In ieder geval zal een minimale hoeveelheid van 1m ³ worden aangerekend (VOET 11)	2.250,00 €

In geval van recidive binnen de 2 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50%

AFDELING II – Specifieke bepalingen betreffende containers voor commercieel afval

Artikel 4

Voor de aanslagjaren 2025 tot en met 2027 wordt een gemeentebelasting vastgesteld op de containers voor commercieel afval zich bevindend op de openbare weg buiten de dagen, uren en plaatsen voorzien voor hun inzameling.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd door de gebruiker van de container of, bij gebrek aan identificatie van de gebruiker, door de persoon die de container beschikbaar stelt aan de gebruiker of, bij gebrek aan identificatie van die persoon, door de eigenaar van de container.

Artikel 6

De aanslagvoeten vanaf 1 januari 2025 worden als volgt vastgesteld:

per container voor commercieel afval zich bevindend op de openbare weg buiten de dagen, uren en plaatsen vermeld in het contract met "Net Brussel" of met een erkende operator, met dien verstande dat een tolerantie van 2 uur van toepassing is op uren gespecificeerd in het contract:	
• container van 240 liter (VOET 12)	205,00 €
• container van 660 liter (VOET 13)	405,00 €
• container van 1.110 liter (VOET 14)	610,00 €

In geval van recidive binnen de 2 jaar, zal de initiële aanslagvoet worden verhoogd met 50%

Artikel 7

De gebruikers van afvalcontainers moeten op deze de volgende informatie vermelden:

- Eigenaar van de container (ANB/erkende organisatie/handelaar)
- Naam en adres van de vestiging die de container gebruikt
- Ondernemingsnummer
- Organisatie belast met de inzameling (ANB of erkend ophaler)
- Ophaaldagen
- Ophaaltijden
- Locatie van inzameling (straatnaam en nummer)

Bij gebrek aan een indicatie van de bovenstaande gegevens zal de gebruiker van de container een administratieve boete ontvangen van:

- 100 € in geval van een eerste vaststelling van inbreuk;
- 250 € in geval van een tweede vaststelling van inbreuk;
- 500 € voor iedere verdere vaststelling.

Een periode van 1 maanden moet echter de twee vaststellingen van inbreuk scheiden.

AFDELING III – Gemeenschappelijke bepalingen

Artikel 8

Elke schending, van de verplichtingen van artikel 6 van de Ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, gepleegd door een belastingplichtige of een derde in verband met de vaststelling van een belasting waarin dit reglement voorziet, veroorzaakt een administratieve boete ontvangen van:

- 100 € in geval van een eerste vaststelling van inbreuk;
- 250 € in geval van een tweede vaststelling van inbreuk;
- 500 € voor iedere verdere vaststelling.

Een periode van 1 maanden moet echter de twee vaststellingen van inbreuk scheiden.

Artikel 9

De belasting is contant te voldoen, hetzij via de persoonlijke ruimte op de website van het Gemeentebestuur, of per elektronische betaling op rekening van de Gemeente. Als de inning niet contant kan gebeuren, wordt de belasting ten koiere gebracht.

Artikel 10

Wanneer de belasting via kohier wordt geïnd ontvangt de belastingplichtige kosteloos een aanslagbiljet. De belasting moet betaald worden binnen twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet.

Artikel 11

De vestiging, de invordering en de betreffende geschillen worden geregeld overeenkomstig de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen.

Artikel 12

De belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger kan schriftelijk bezwaar indienen tegen het bedrag van de gevestigde aanslag, met inbegrip van alle verhogingen en boetes, bij het College van Burgemeester en Schepenen, dat optreedt als administratieve overheid.

Dit bezwaarschrift moet op straffe van nietigheid ondertekend en gemotiveerd worden en moet melding maken van de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de belastingsschuldige van wie de aanslag wordt gevestigd, het voorwerp van het bezwaar en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Bezwaarschriften moeten op straffe van verval worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de datum van verzending van het aanslagbiljet of te rekenen vanaf de dag van de contante inning van de belasting.

Binnen 15 dagen na het indienen van het bezwaarschrift wordt een ontvangstbewijs verzonden naar de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger. Als de belastingsschuldige of zijn vertegenwoordiger gehoord wenst te worden in het kader van zijn bezwaar, moet hij daar uitdrukkelijk om verzoeken in zijn bezwaarschrift.

De indiening van een bezwaarschrift ontslaat de belastingbetaler niet van de verplichting om de belasting te betalen tot het bedrag dat onbetwistbaar verschuldigd is.

Artikel 13

Onverminderd de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen wordt alles waarin dit reglement niet voorziet, geregeld door de bepalingen van het WIB92 en zijn uitvoeringsbesluit die van toepassing zijn op de lokale belastingen, alsook door de gewestelijke bepalingen die verwijzen naar het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen of door alle andere gewestelijke bepalingen inzake lokale fiscaliteit.

Artikel 14

De verwerking van persoonsgegevens die nodig is voor de toepassing van dit reglement dient in overeenstemming te zijn met de Algemene Verordening Gegevensbescherming, met inachtneming van volgende regels:

- verwerkingsverantwoordelijke: de Gemeente Schaarbeek;
- doeleinde van de verwerking: vestiging en invordering van de belasting;
- gegevenscategorie: identificatiegegevens;
- bewaringstermijn: de gemeente verbindt zich ertoe gegeven gedurende maximaal 30 jaar te bewaren en ze daarna te wissen of over te dragen aan het Rijksarchief;
- verzamelmethode: vaststellingen door daartoe gemachtigde ambtenaren;
- doorgifte van de gegevens: de gegevens zullen enkel worden meegedeeld aan derden aan wie doorgifte is toegestaan bij wet of in toepassing van artikel 327 van het WIB92 of aan de verwerkers van de gemeente.

Artikel 15

Dit belastingreglement vervangt vanaf 1 januari 2025 dat door de Gemeenteraad werd aangenomen ter zitting van 29 maart 2023.

Beraadslaagd, in openbare vergadering, te Schaarbeek, op 20 november 2024.

De Gemeentesecretaris,



David NEUPREZ



De wnd Burgemeester-Voorzitter,



Frederic NIMAL